



FAGACE

Fonds Africain
de Garantie et de
Coopération Economique



Rapport Annuel 2008

**Etablissement Public international à caractère
économique et financier
Outil financier au service du développement en Afrique**



-----EXERCICE 2008-----

FAGACE

Fonds Africain de Garantie
et de
Coopération Economique

Etablissement Public international
à caractère économique et financier

Outil financier au service du développement en Afrique

RAPPORT ANNUEL 2008



SOMMAIRE

LISTE DES SIGLES	4
MOT DU PRESIDENT	6
I. - PRESENTATION DU FAGACE	8
1.1. - Création - Objet - Fonctionnement	8
1.2. - Composition des Organes	9
1.3. - Ressources	10
II. - ORGANES	11
III. - CONTEXTE ECONOMIQUE GENERAL ET SITUATION EN AFRIQUE	15
3.1. - Contexte économique général	15
3.2. - Situation en Afrique	15
IV. - ACTIVITES DE L'EXERCICE	18
4.1. - Réunions des Instances	18
4.2. - Activités de la Direction Générale	19
4.2.1. - Activités administratives	19
4.2.2.- Activités juridiques	20
4.2.3 - Extension du siège	21
4.2.4.- Activités opérationnelles	21
4.2.5.- Coopération et Communication	30
4.2.6. - Activité de la Représentation Régionale en Afrique Centrale.....	31
4.2.7. - Situation financière	31
V. - ANNEXES.....	39
5.1. - Organigramme du Fonds	39
5.2. - Bilan des interventions.....	41
5.3. - Bilan et comptes de résultat	42
5.4. - Lettre de certification du Commissaire aux comptes	49



LISTE DES SIGLES

AFD	Agence Française de Développement
ASE	Structure d'Appui aux Services et Entreprises
BACB	Banque Agricole et Commerciale du Burkina
BACI	Banque Atlantique de Côte d'Ivoire
BAD	Banque Africaine de Développement
BCB	Banque Commerciale du Burkina
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BIA-Niger	Banque Internationale pour l'Afrique au Niger
BIB	Banque Internationale du Burkina
BIBE	Banque Internationale du Bénin
BICEC	Banque Internationale pour le Crédit et l'Epargne au Cameroun
BICIA-B	Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina
BICIS	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal
BID	Banque Islamique de Développement
BOA	Bank Of Africa
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BRD	Banque Rwandaise de Développement
BRIC	Banque Régionale d'Investissement de la CEDEAO
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BSIC	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce
BST	Banque Sénégal-Tunisienne
BTCI	Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie
CA	Conseil d'Administration
CBAO	Compagnie Bancaire pour l'Afrique de l'Ouest
CBCA	Commercial Bank of Cameroun
CFOA	Compagnie Financière de l'Ouest Africain
CG	Conseil des Gouverneurs
CL	Crédit Lyonnais
CT	Court Terme
DC/BR	Dépositaire Central/Banque de Règlement
FACI	Facilité d'Appui au Commerce International
FCI	Finances Conseils Investissements
FPE	Fonds de Promotion Economique
IBCG	Industrie Béninoise des Corps Gras
MLT	Moyen et Long Terme
RFI	Radio France Internationale
SCIE	Société de Commercialisation d'informations d'Entreprises
SENELEC	Société Sénégalaise de Distribution et d'Energie Electrique
SHETER AFRIQUE	Société pour l'Habitat et le Logement Territorial en Afrique



-----EXERCICE 2008-----

SP-FAB	Société de Promotion du Fonds Africain pour le Développement des Biocarburants
UTB	Union Togolaise de Banque



MOT DU PRESIDENT



L'année 2008 a été marquée, comme l'exercice précédent par les effets néfastes de la crise financière et économique internationale, le ralentissement des activités de garantie sur le marché financier régional ainsi que les difficultés rencontrées sur certaines filières importantes comme le café, le cacao la pêche et le coton.

C'est dans cet environnement difficile que le Fonds a poursuivi ses activités qui ont enregistré d'importants progrès.

Par ailleurs, en vue de permettre à l'Institution de s'adapter à un environnement en pleine mutation et de réaliser ses objectifs à Moyen et Long Terme, de nouveaux textes de base et un plan stratégique de développement 2008-2017 ont été adoptés au cours de l'exercice.

L'exercice 2008 a également été marqué par l'adhésion d'un nouveau pays africain, la République Islamique de Mauritanie comme 14^{ème} Etat membre.

Compte tenu d'un environnement économique et financier globalement défavorable, le Fonds a enregistré au plan opérationnel un ralentissement des activités par rapport à l'exercice précédent. Huit (8) projets de développement ont en effet bénéficié des interventions du Fonds dont sept (7) en garantie pour un montant total de 8 890 millions de FCFA et un (1) en bonification de taux d'intérêt.

Au plan financier, le résultat net de l'exercice qui est ressorti négatif, a été fortement marqué, à l'instar de celui de l'exercice précédent, par une volonté manifeste d'assainir le portefeuille par la constitution d'importantes provisions pour dépréciation et risques.

Les relations de coopération avec les Institutions Financières et organismes de Développement ont quant à elles été marquées par la diversification des axes de coopération avec les partenaires traditionnels, la consolidation des relations du Fonds avec les Institutions de garantie en Afrique et l'accroissement du nombre des partenaires avec l'approbation par les Instances, de deux nouveaux protocoles d'accord de coopération.

Face à ses difficultés financières actuelles, l'Institution s'est dotée d'un plan de redressement à court terme (2009-2011) axé notamment sur le recouvrement des créances, la réduction des charges et la mobilisation de ressources financières



-----EXERCICE 2008-----

nécessaires à l'accomplissement efficace des missions qui lui ont été assignées par les Etats membres.

Les résultats attendus de ces actions ainsi que les perspectives de sortie de crise de l'économie mondiale et africaine devraient permettre au Fonds de poursuivre son expansion.

M. Pierre TITTI

*Ministre Délégué Chargé du Budget
auprès du Ministre de l'Economie et
des Finances du Cameroun*



I. - PRESENTATION DU FAGACE

1.1.- Création - Objet - Fonctionnement

Le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) est un Etablissement Public International à caractère économique et financier, spécialisé dans la promotion des investissements publics et privés. Son siège social est situé à Cotonou en République du Bénin.

Etats Membres

Les Etats membres au nombre de treize (13) sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Cote D'ivoire, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Niger, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

Objet

L'objet du Fonds est de contribuer au développement économique et social des Etats membres, pris individuellement ou collectivement en participant au financement de leurs projets de développement ou en facilitant leur réalisation par des mesures d'accompagnement comme la bonification ou l'allongement de la durée des crédits. Un intérêt particulier est accordé aux Etats membres les plus défavorisés économiquement, soit en raison de leur situation géographique soit par suite de catastrophes ou de calamités naturelles.

Formes d'intervention

Le Fonds :

- garantit les prêts à moyen ou long terme destinés au financement d'investissements productifs ;
- garantit les prêts à court terme destinés au financement des crédits de campagne, des prêts interbancaires et au renforcement des Institutions de micro finance ;
- accorde une facilité d'appui au commerce international à travers notamment la reconfirmation des lettres de crédit documentaire en faveur des banques ;
- accorde des bonifications d'intérêt et des allongements de la durée des crédits en faveur d'opérations à caractère économique dont la rentabilité ne peut être assurée dans les conditions initiales du prêt ;



-----EXERCICE 2008-----

- finance des interventions spécifiques sur emprunts et subventions ;
- prend des participations au capital social d'entreprises nationales ou régionales ;
- assure la gestion de fonds pour le compte de tiers.

Domaines d'intervention

Les principaux domaines d'intervention sont :

- les industries de valorisation des ressources naturelles locales ou d'import substitution,
- le développement rural : agriculture, élevage,
- les infrastructures de base (routes, aéroports, chemin de fer, hydraulique villageoise) ou modernes (télécommunications),
- le commerce (import-export),
- les petites et moyennes entreprises de production de biens et services.

Bénéficiaires

Les bénéficiaires des interventions peuvent être :

- les Etats membres de l'Institution ou leurs démembrements : organismes publics ou parapublics, collectivités locales ;
- les entreprises privées ou mixtes, individuelles ou collectives, nouvellement créées ou en expansion, ayant leur siège et leur champ d'activité principale dans un ou plusieurs Etats membres ;
- les institutions financières nationales ;
- les organismes régionaux dont l'activité concourt à l'intégration des économies des Etats membres.

1.2.- Composition des Organes

Organes d'Administration et de Gestion :



Administration

Le Fonds est administré par :

- L'Assemblée Générale des Actionnaires, organe suprême, qui comprend le Ministre chargé des Finances par Etat membre et un Responsable par Institution membre. L'Assemblée Générale des Actionnaires fixe les orientations générales, modifie les statuts, procède à la nomination du Directeur Général et du Commissaire aux comptes ;
- Le Conseil d'Administration qui reçoit délégation de pouvoir de l'Assemblée Générale des Actionnaires et comprend deux Administrateurs par Etat membre, un Administrateur par Etat membre non régional et un Administrateur par Institution membre. Il autorise les interventions, adopte le budget, approuve les comptes financiers.

Gestion

La gestion courante est assurée par un Directeur Général. Il représente l'Institution, reçoit et instruit toutes les demandes d'intervention, suit les engagements pris.

1.3. - Ressources

Les ressources du Fonds proviennent :

- des versements des membres au titre de la libération du capital souscrit ;
- des emprunts ;
- des subventions, dons, legs et libéralités ;
- de la rémunération des engagements d'aval et d'allongement de la durée de crédit ;
- de toutes autres origines.

Au 31 décembre 2008, le capital social autorisé est de 30 milliards de FCFA.



II. - ORGANES

ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

PRESIDENT

CAMEROUN

M. Pierre TITI
*Ministre délégué chargé du Budget auprès
du Ministre de l'Economie et des Finances*

MEMBRES

BENIN

M. Soulé Mana LAWANI
Ministre des Finances et de l'Economie

BURKINA

M. Lucien Marie Noël BEMBEMBA
Ministre de l'Economie et des Finances

CENTRAFRIQUE

M. Emmanuel BIZOT
Ministre des Finances et du Budget

COTE D'IVOIRE

M. Koffi Charles DIBY
*Ministre délégué auprès du 1^{er} Ministre,
Chargé de l'Economie et des Finances*

GUINEE-BISSAU

M. Issufo SANHA
Ministre des Finances

MALI

M. Sanoussi TOURE
Ministre de l'Economie et des Finances

MAURITANIE

M. Sid'Ahmed OULD RAÏS
Ministre des Finances

NIGER

M. Ali Mahaman Lamine ZEINE
Ministre de l'Economie et des Finances

RWANDA

M. James MUSONI
*Ministre des Finances et de la Planification
Economique*

SENEGAL

M. Abdoulaye DIOP
*Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et
des Finances*

TOGO

M. Adji Othéth AYASSOR
*Ministre des finances du budget et des
privatisations*



CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT

CAMEROUN

M. Edou NGUEMA
*Chef de Division de la Coopération
Monétaire et Financière Internationale*

MEMBRES

BENIN

M. Séraphin LISSASSI
*Directeur de l'Intégration Africaine au
Ministère des Affaires Etrangères et de
l'Intégration Africaine*

BURKINA

M. Bertrand CODJIA
*Directeur Général du Budget au Ministère
des Finances et de l'Economie*
M. Inoussa OUIHINGA
*Directeur de la Coopération Bilatérale au
Ministère des Finances et du Budget*

M. Antoine ZOUNGRANA
*Conseiller Technique du Ministre de
l'Economie et des Finances*

CAMEROUN

M. Abdoulaye HAYATOU
*Chargé d'Etude au Secrétariat Général du
Ministère des Finances*

CENTRAFRIQUE

M. Gaston Bertrand KOLIOS
*Directeur de Cabinet du Ministre des
Finances et du Budget*

M. Victor MAZANGA
*Directeur des investissements Publics au
Ministère de l'Economie, du Plan et de la
Coopération Internationale*

COTE D'IVOIRE

M. Antonin YAO KOUASSI
*Sous-Directeur de la Coopération
Bilatérale et Multilatérale à la DAFEXIS au
Ministère d'Etat, Ministère de l'Economie
et des Finances*

Mlle Saran Ballo KONE
*Chargée d'Etudes à la DAFEXIS au
Ministère d'Etat, Ministère de l'Economie
et des Finances*



GUINEE BISSAU

M. Fernando BIAGUE
*Directeur Général de supervision
d'assurance au Ministère des Finances*

M. Lourenço Da SILVA
*Chargé de la Coopération Economique et de
l'innovation Technologique à la Présidence
de la République*

MALI

M Aboubakar Sidiki WALBANI
*Directeur Général de la Dette Publique au
Ministère de l'Economie et des Finances*

Dr. Ousmane DIALLO
*Chef du Département chargé des
Questions Economiques et Financières à la
Direction Générale de l'Intégration
Africaine*

MAURITANIE

M. Mohamed Abdellahi Ould DIDI
Conseiller du Ministre des Finances

M. Aly KANE
*Cadre au Ministère des Affaires
Economiques et du Développement*

NIGER

Mme Fatchima RABO
*Directrice du Budget au Ministère de
l'Economie et des Finances*

M. Saïdou GAMBO
*Directeur de la Dette Publique au
Ministère de l'Economie et des Finances*

RWANDA

M. Edison NYANDWI
*Directeur de la Gestion des Ressources
Internes au Ministère des Affaires
Etrangères et de la Coopération*

SENEGAL

M. Malick Kamara NDIAYE
*Directeur Général des Finances au
Ministère de l'Economie et des Finances*

M. Mamadou Makhtar GUEYE
*Directeur de l'Intégration Economique
Africaine au Ministère des Affaires
Etrangères, de l'Union Africaine et des*



-----EXERCICE 2008-----

Sénégalais de l'Extérieur

TOGO

*M. Mawussi Djossou SEMODJI
Chef Cellule de l'Unité de Coordination DSRP au
Ministère de l'Economie, des Finances et des
Privatisations*

*M. Bandifoh OURO-AKONDO
Directeur de Cabinet du Ministre de
l'Economie, des Finances et des
Privatisations*

DIRECTION GENERALE

*M. Libasse SAMB
Directeur Général*



III. - CONTEXTE ECONOMIQUE GENERAL ET SITUATION EN AFRIQUE

3.1. - Contexte économique général

L'exercice 2008 a été marqué par la persistance des effets néfastes de la crise économique et financière internationale.

Le taux de croissance de l'économie mondiale est passé de 5,2% en 2007 à 3,2% en 2008.

Aux États-Unis, le taux de croissance est de 1,1% en 2008 contre 2,0 % en 2007. L'activité économique a été affectée par la crise des « subprimes », la hausse des matières premières agricoles et énergétiques et par le resserrement des conditions de crédit.

Dans la Zone Euro, la croissance s'est limitée à 0,9% en 2008 contre 2,7% en 2007. Le commerce extérieur, entravé par le ralentissement économique mondial et les effets de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar, n'a apporté qu'un soutien limité à l'activité économique. Par ailleurs, la baisse du pouvoir d'achat des ménages, induite par la modération salariale, l'accélération des prix à la consommation et la faiblesse de la création d'emploi, a pesé sur la consommation.

Dans les pays émergents d'Asie, tout en restant dynamique grâce toujours aux performances vigoureuses de la Chine et de l'Inde, la croissance a baissé d'environ 3 points allant de 10,6% en 2007 à 7,7% en 2008 suite au ralentissement économique des pays avancés.

En Amérique Latine, l'expansion économique s'est poursuivie à un rythme plus modéré qu'en 2007. L'effet conjugué du resserrement des marchés financiers et du ralentissement de l'économie dans les pays développés a freiné l'activité qui n'a progressé que de 4,2% en 2008 contre 5,7% en 2007.

3.2. - Situation en Afrique

Toutes les régions de l'Afrique ont observé une tendance baissière de leur activité économique.

Le taux d'investissement est demeuré stable en 2008 à 22,4%. Les pays africains, à revenus intermédiaires comme l'Afrique du Sud et les Seychelles, ont continué d'attirer d'importants investissements directs étrangers, tandis qu'au niveau de ceux exportateurs de pétrole, les investissements se sont contractés consécutivement à la baisse tendancielle des cours du pétrole.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique a ralenti en 2008, pour s'établir à 5,4% contre 6,8% en 2007. Ce ralentissement s'explique par l'envolée des prix



-----EXERCICE 2008-----

des denrées alimentaires et des carburants ainsi que le ralentissement de la croissance économique mondiale.

La croissance des pays exportateurs de pétrole a baissé en raison de la contre performance de la production du Nigéria (Delta du Niger) et de l'arrivée à maturité de la production du principal gisement de Guinée équatoriale.

Le taux d'inflation moyen dans la zone est passé de 7,2% en 2007 à 11,2% en 2008. Cette évolution résulte de l'effet conjugué du bond du prix des produits alimentaires, allant de 10,0% à 20,0% et de celui du prix des combustibles passant de 12,0% à 19,0%.

La gestion des finances publiques s'est améliorée en 2008, comme le montre l'évolution du solde budgétaire global. Celui-ci, dons compris, est ressorti à +2% du PIB en 2008 contre 1% en 2007. Ceci est dû à une maîtrise des dépenses publiques et à des recettes plus importantes tirées des ressources pétrolières.

La croissance dans la Zone Franc s'est légèrement contractée (+4,1% en 2008 contre 4,6% en 2007). Ce ralentissement est dû aux contre-performances de la zone CEMAC (+4,6% en 2008 contre 6% en 2007), majoritairement exportatrice nette de pétrole. Quant à la zone UEMOA, importatrice nette de pétrole, la croissance a connu une hausse légère s'établissant à 3,9% en 2008 contre 3,3% en 2007.

En effet, le maintien de l'activité économique de la zone UEMOA est dû au secteur primaire qui a bénéficié de meilleures conditions climatiques, au BTP, en rapport avec la réalisation d'infrastructures et au secteur tertiaire, notamment les télécommunications.

Par pays, le taux de croissance se présente comme suit : Bénin (5,5%), Burkina (4,5%), Côte d'Ivoire (2,9%), Guinée-Bissau (3,1%), Mali (4,7%), Niger (5,9%), Sénégal (3,9%), Togo (0,8%). Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 7,6% contre 2,4% en 2007. La situation des finances publiques s'est caractérisée par une aggravation du déficit global hors dons (5,7% du PIB nominal contre 5,1% en 2007).

En dépit de la performance d'ensemble réalisée par les pays de l'UEMOA, il convient de noter que certaines filières agricoles comme le cacao et le coton ont connu des difficultés majeures du fait notamment de l'effondrement des cours sur les marchés mondiaux et des difficultés structurelles de ces filières.

La croissance économique de la zone CEMAC a ralenti en raison la baisse de la production de pétrole. Les taux de croissance des Etats membres sont : Cameroun (3,4%), Centrafrique (2,2%), Congo (5,8%), Gabon (2%), Guinée-Equatoriale (11,3%) et Tchad (-0,4%). Des tensions inflationnistes ont été observées, comme l'indique le taux d'inflation estimé à 6% contre 1% en 2007. Le solde budgétaire global s'est considérablement amélioré, en passant de 8,4% en 2007 à 10,5% en 2008, grâce aux recettes pétrolières (effet cours du pétrole, le baril s'est vendu en moyenne à 90 dollars en 2008).



-----EXERCICE 2008-----

L'Afrique de l'Est a connu un ralentissement de l'activité économique avec un taux de croissance qui a atteint 6% contre 7,4% en 2008. Le Rwanda a encore enregistré de bonnes performances avec un taux de croissance estimé à 11,2% contre 7,9% en 2007. La sous-région a connu en 2008 une hausse du niveau général des prix avec un taux d'inflation évalué à 11,2% contre 8,2% en 2007. Le solde budgétaire global s'est amélioré avec un déficit évalué à 2% du PIB contre 2,7% en 2007.

L'Afrique Australe, à l'image de l'Afrique du Sud, a enregistré une progression moins importante de son PIB en 2008. Le taux de croissance de la zone est de 5,3% en 2008 contre 7,2% en 2007. Celui de l'Afrique du Sud a été de 3,1% en 2008 contre 5,1% en 2007.

*Sources : perspectives économiques régionales Afrique Subsaharienne du FMI -Avril 2009
World Economic Outlook FMI-Avril 2009*



IV. - ACTIVITES DE L'EXERCICE

4.1. - Réunions des Instances

4.1.1. - Assemblée Générale des Actionnaires

L'Assemblée Générale des Actionnaires a tenu sa 3^{ème} session le 17 mars 2008 à Douala en République du CAMEROUN.

Des décisions importantes y ont été prises. Il s'agit notamment de:

- ❑ l'augmentation du capital à cent milliards (100.000.000.000) Francs CFA ;
- ❑ l'adoption de la nouvelle convention portant Statuts ;
- ❑ la révision du règlement intérieur du Conseil des Gouverneurs ;
- ❑ l'adoption du plan stratégique 2008-2017 ;
- ❑ l'agrément de la demande d'adhésion de la République Islamique de Mauritanie.

L'adoption de la Convention portant Statuts a donné lieu au changement de dénomination de l'Assemblée Générale des Actionnaires en Conseil des Gouverneurs.

❖ Le Conseil des Gouverneurs

Lors de sa 1^{ère} session tenue le 27 novembre 2008, le Conseil des Gouverneurs a, notamment adopté les états financiers et les rapports du Commissaire aux comptes au titre de l'exercice 2007 et le plan de redressement à court terme (2009-2011) du Fonds.

4.1.2. - Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a tenu ses 28^{ème} et 29^{ème} sessions respectivement le 15 mars 2008 à Douala, puis les 25 et 26 novembre 2008 à Cotonou.

Lors de la 28^{ème} session, le nouvel organigramme et les nouveaux textes de base ont été adoptés. Il s'agit des conditions générales applicables aux engagements, du règlement financier et du règlement intérieur du Conseil d'Administration.

Les Statuts et règlement du personnel ont été formellement adoptés à la 29^{ème} session.



-----EXERCICE 2008-----

Dans le cadre des opérations d'assainissement du portefeuille, le Conseil a approuvé l'annulation de onze (11) projets en aval et deux (02) prises de participation.

La signature d'accords de coopération avec la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et avec SHELTER AFRIQUE a également été autorisée.

Par ailleurs, au cours des réunions sus mentionnées, quatre (4) nouveaux projets ont été approuvés en aval au Cameroun et un (1) en bonification de taux d'intérêt au Burkina Faso.

4.1.3. -Le Comité Interne de Garantie

Le Comité Interne de Garantie s'est réuni le 11 septembre 2008 à Cotonou pour sa 34^{ème} session et a approuvé deux (02) nouvelles interventions concernant la Société Civile Immobilière SABURA (Sénégal) et l'emprunt obligataire SHELTER AFRIQUE.

4.2. - Activités de la Direction Générale

4.2.1. - Activités administratives

4.2.1.1. - Organisation des services

- *Organigramme*

L'actuel organigramme adopté par décision n°05/28/CA/FAGACE/08 lors de la 28^{ème} session tenue à Douala les 15 et 16 Mars 2008, comprend outre la Direction Générale et la Représentation Régionale pour l'Afrique Centrale, le Cabinet du Directeur Général et quatre (04) Directions à savoir:

- La Direction des Engagements (DE)
- La Direction Financière et Comptable (DFC)
- La Direction des Affaires Générales (DAG)
- La Direction du Développement (DDE).

Au 31 décembre 2008, l'effectif total s'élève à 55 agents.

- *Documentation et archives*

Les activités de la documentation et des archives ont été marquées pas la mise en place d'un système informatisé de classement des documents et des archives.



- *Informatisation*

Les activités du Service Informatique ont été marquées par l'acquisition et la mise en fonction d'un équipement moderne de réseau informatique.

4.2.1.2- Formation

Elle a concerné 03 agents pour des stages dans les domaines suivants :

- Contrôle de Gestion, Planification et Tableau de Bord ;
- Contribution de l'Audit Interne à la Performance des organisations ;
- Réforme des garanties et introduction à la Notation Financière sur le Marché Financier Régional de l'UEMOA ;
- Formation des agents sur le fonctionnement et l'utilisation de la nouvelle architecture du réseau informatique.

4.2.2. - Activités juridiques

Au plan juridique, les activités réalisées ont concerné la préparation des actes juridiques et la mise en œuvre des actions préventives et curatives notamment, la prise des contre-garanties et le recouvrement des créances.

4.2.2.1- Signature d'actes juridiques

Au cours de l'exercice, le Fonds a signé six (6) nouveaux accords de garantie avec des promoteurs bénéficiaires de son concours et cinq (5) contrats de cautionnement avec trois (3) banques régionales.

4.2.2.2- Suivi des inscriptions des sûretés

Les actions menées à ce titre ont concerné la mise à jour du tableau récapitulatif des sûretés, la régularisation des contre garanties de certains promoteurs en collaboration avec les notaires et les avocats ;

4.2.2.3 - Recouvrement des créances

Le recouvrement des créances en contentieux s'est traduit par des actions judiciaires en collaboration avec les Avocats et auxiliaires de justice (saisie conservatoires, vente d'immeuble...) mais également par des procédures à l'amiable.



4.2.3 - Extension du siège

Le nouvel immeuble (R+2) a fait l'objet de réception définitive en octobre 2008. Un contrat de mise en location d'une bonne partie de ce bâtiment a été signé avec une importante société cotonnière de la place.

4.2.4. - Activités opérationnelles

Les activités opérationnelles de l'exercice ont porté sur l'identification, l'évaluation des projets et les approbations nouvelles de projets.

4.2.4.1. - Identification de projets

L'identification de nouveaux projets a constitué l'activité majeure au cours de l'exercice. Au total, 83 dossiers de demandes d'intervention provenant de tous les Etats membres ont été enregistrés.

4.2.4.2. - Evaluation de projets

Sept (07) projets ont fait l'objet d'une évaluation dont cinq (05) ont été soumis au Conseil d'Administration (CA) et deux (02) au Comité Interne de Garantie (CIG). Le taux de sélectivité global par rapport aux projets effectivement reçus en pipe line s'élève à 8%.

4.2.4.3. - Approbations nouvelles

- Aval

Le montant total des approbations de l'exercice se chiffre à 8 890 millions de FCFA contre 33 081,24 millions de FCFA l'an dernier soit une diminution de 73,1%. Cette baisse est consécutive à l'érosion du potentiel d'aval faute de ressources nouvelles et à une meilleure gestion du multiplicateur dans un environnement marqué par une baisse des demandes de garantie, constatée notamment sur le marché financier régional. Le montant des approbations se décompose comme suit (en millions de FCFA) :

Nature	Montant	%
Emprunts bancaires MLT	6 890	77,25
Emprunts obligataires	2 000	22,75
Emprunts bancaires CT	0	0
Ligne de Garantie	0	0
TOTAL	8 890	100,00



-----EXERCICE 2008-----

La répartition des approbations par pays se présente comme suit (en millions de FCFA) :

PAYS	Projets	Montant du prêt	Montant de la garantie
CAMEROUN	5	8 180,00	6 490,00
SENEGAL	1	500,00	400,00
AUTRES	1	8 000,00	2 000,00
TOTAL	7	16 680,00	8 890,00



Photo de l'une des stations services du projet PETROLEX SA, basé au Cameroun et approuvé par le Fonds

- Bonification

Un seul projet a fait l'objet d'une intervention nouvelle en bonification de taux d'intérêt :

Pays	Projet	Prêteur	Nombre de points	Coût total du projet (en M FCFA)	Montant de la bonification
BURKINA	1	BIDC	1	1336,2	130,7

- Prise de participation

Aucune société n'a bénéficié d'une prise de participation au cours de l'exercice 2008.



4.2.4.4 - Bilan des interventions

Les engagements cumulés se présentent comme suit :

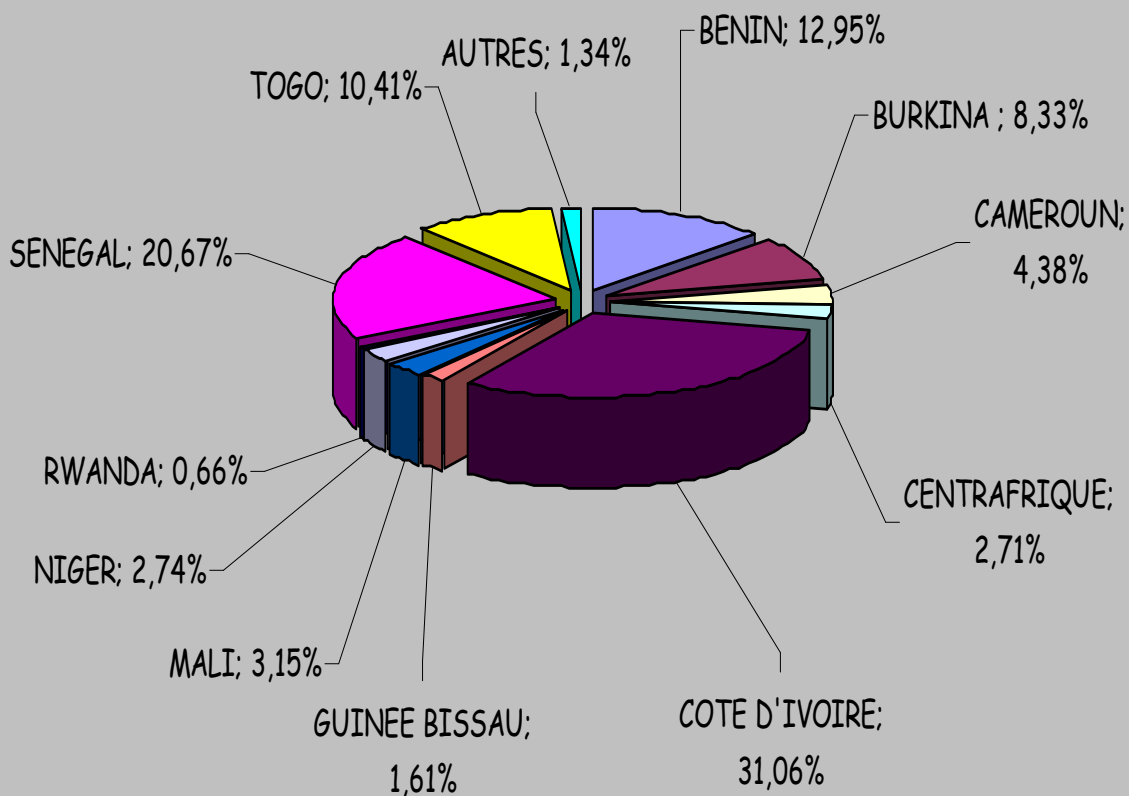
4.2.4.4.1.- Garantie

Les garanties brutes cumulées en portefeuille s'élèvent à 279 514,54 millions de FCFA en faveur de 208 projets dans 11 Etats membres.

PAYS	Projets	Garantie	Total (%)
BENIN	34	36 198,30	12,95
BURKINA	21	23 271,00	8,33
CAMEROUN	9	12 237,50	4,38
CENTRAFRIQUE	6	7 580,00	2,71
COTE D'IVOIRE	59	86 807,94	31,06
GUINEE BISSAU	1	4 500,00	1,61
MALI	8	8 817,00	3,15
NIGER	6	7 647,80	2,74
RWANDA	4	1 838,00	0,66
SENEGAL	44	57 782,00	20,67
TOGO	14	29 085,00	10,41
AUTRES	2	3 750,00	1,34
TOTAL	208	279 514,54	100,00



Répartition géographique des Approbations Brutes cumulées



La répartition des interventions par pays reflète notamment le dynamisme économique de chaque Etat. La Côte d'Ivoire et le Sénégal continuent comme par le passé de figurer au nombre des principaux bénéficiaires avec respectivement 31,06 % et 20,67 % des engagements bruts cumulés au 31 décembre 2008.



-----EXERCICE 2008-----

Approbations cumulées par Institution (MFCFA)

Institutions	Projets	Montant	%
AFD	3	6925,00	2,48
BACB	3	1373,00	0,49
BACI	5	1783,00	0,64
Banque Atlantique CI	5	5429,99	1,94
BCB	2	350,00	0,13
BDEAC	4	4880,00	1,75
BFA	8	8770,00	3,14
BIA NIGER	1	424,80	0,15
BIB	2	350,00	0,13
BIBE	2	600,00	0,21
BICEC	2	800	0,29
BICIA-B	1	308,75	0,11
BICIS	3	1367,08	0,49
BID	1	3278,91	1,17
BIM	1	400,00	0,14
BIS	2	300,00	0,11
BNDA	1	366,40	0,13
BOAD	23	40914,00	14,64
BRD	4	1838,00	0,66
BRIC	2	4180,00	1,50
BST	4	1244,88	0,45
BTCI	3	3208,00	1,15
CBAO	8	8834,00	3,16
CBCA/BICA	2	1300,00	0,47
COBACI	4	5700,00	2,04
CONTINENTAL BANK	3	6240,00	2,23
CREDIT LYONNAIS	1	480,00	0,17
FINANCIAL BANK	2	900,00	0,32
FIRST BANK NIGERIA	1	4500,00	1,61
FORTIS BANK	1	2500,00	0,89
FPE	1	360,00	0,13
GROUPE BOA	7	4304,50	1,54
GROUPE BSIC	7	3314,00	1,19
GROUPE ECOBANK	19	14978,72	5,36
Groupe Sté Générales de Banques	8	2472,66	0,88
GTA-C2A	1	2500,00	0,89
JACOBSEN ELEKTRO	1	3000,00	1,07
MARCHE FINANCIER UEMAO	33	90478,60	32,37
OMNIFINANCE	2	307,00	0,11
POOL BANCAIRE	6	11771,50	4,21
UTB	1	400,00	0,14
VERSUS BANK	2	3500,00	1,25
AUTRES	16	22581,75	8,08
TOTAL	208	279 514,54	100,00

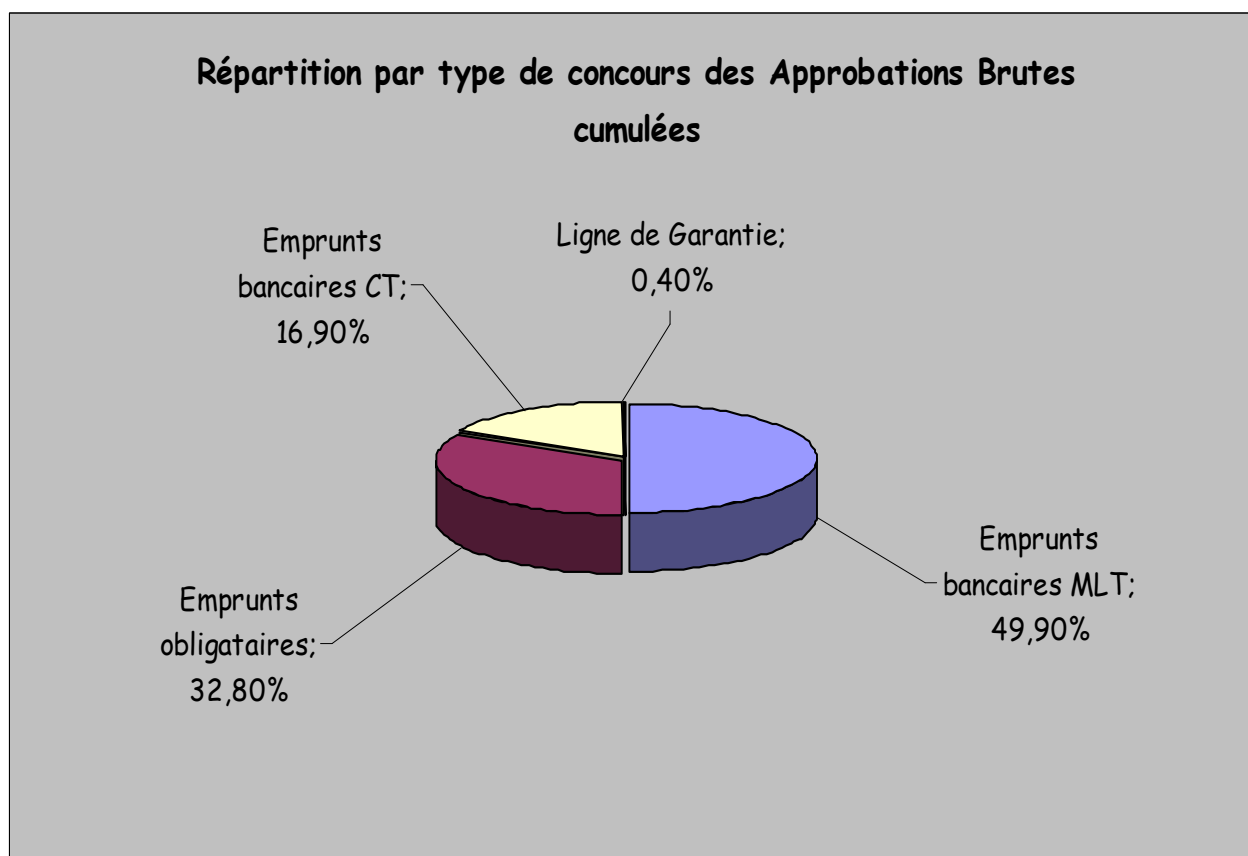


Il ressort du tableau que le marché financier demeure le principal partenaire avec 32,37 % des engagements cumulés garantis suivi de la BOAD avec 14,64 %. Le reste des interventions concerne essentiellement les banques commerciales.

Répartition par type de concours

Nature	Nombre de Projets	Montant (MFCFA)	%
Emprunts bancaires MLT	131	139 597,54	49,9
Emprunts obligataires	33	91 618,00	32,8
Emprunts bancaires CT	43	47 299,00	16,9
Ligne de Garantie	1	1 000,00	0,4
TOTAL	208	279 514,54	100,00

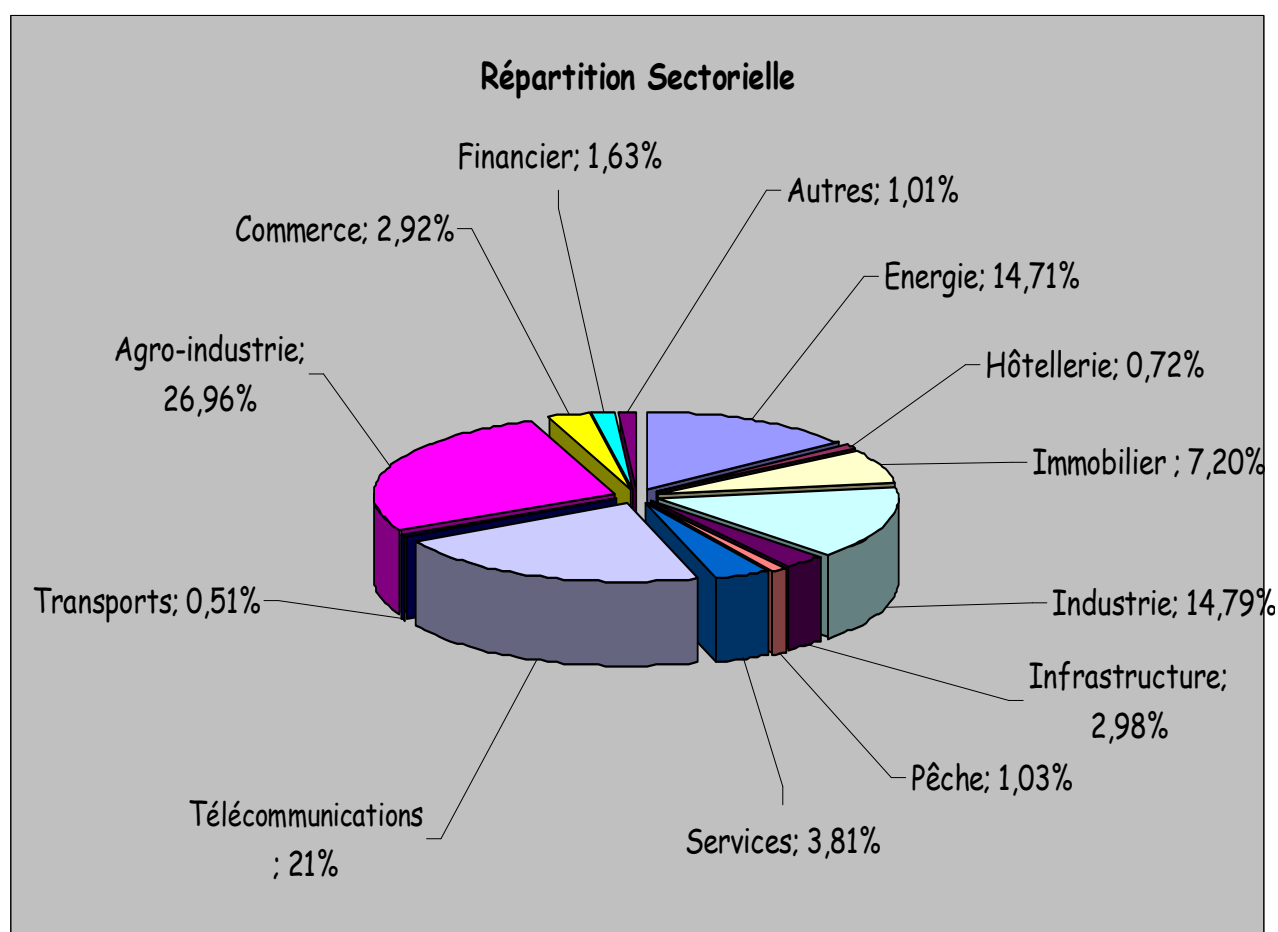
Les emprunts bancaires s'élèvent à 186 896,54 millions de FCFA et représentent environ 2/3 des montants garantis cumulés au 31 décembre 2008.





Répartition par secteur d'activités

Secteur d'activités	Montant (MFCFA)	%
Energie	41 125,00	14,71
Hôtellerie	2 004,00	0,72
Immobilier	20 118,00	7,20
Industrie	41 344,80	14,79
Infrastructure	8 319,00	2,98
Pêche	2 883,00	1,03
Services	10 654,00	3,81
Télécommunications	60 723,00	21,72
Transports	1 434,00	0,51
Agro-industrie	75 349,74	26,96
Commerce	8 160,00	2,92
Financier	4 566,00	1,63
Autres	2 834,00	1,01
TOTAL	279 514,54	100,00





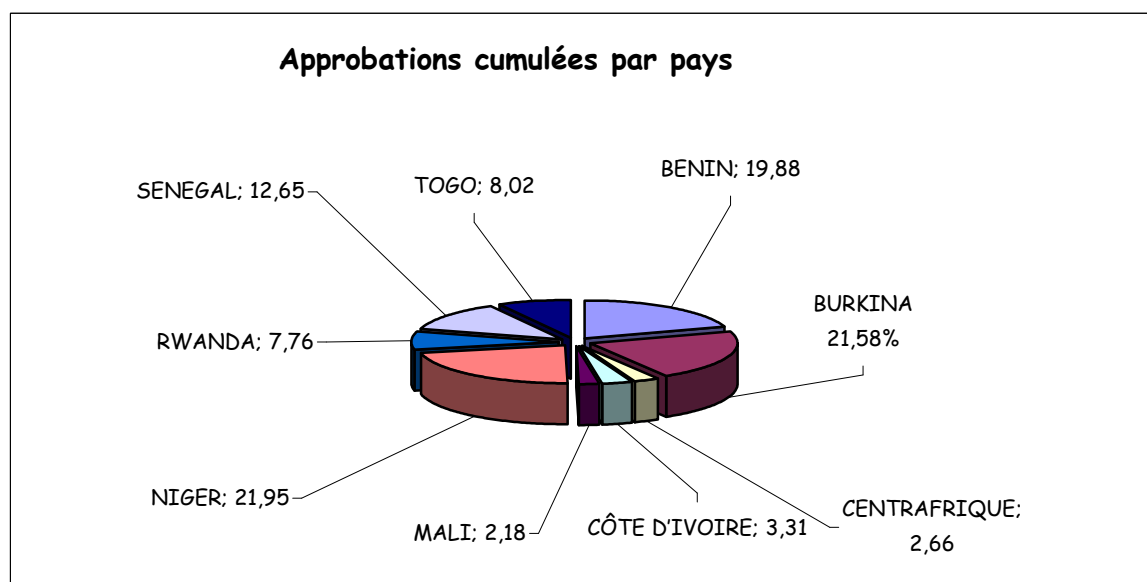
-----EXERCICE 2008-----

Les engagements sont concentrés autour de quatre activités principales à hauteur de 78,18 % : Agro-industrie (26,96%), Télécommunications (21,72%), Industrie (14,79%) et Energie (14,71%). Cette forte concentration s'explique par l'importance desdites activités dans les économies nationales et par la forte demande de financement émanant des entreprises publiques et des sociétés privées d'autre part.

4.2.4.4.2. - Bonification

Les approbations cumulées en bonification de taux d'intérêt s'élèvent à 5 938,52 millions de FCFA au 31 décembre 2008 en faveur de 45 projets situés dans 09 Etats membres.

Pays	Nombre de Projets	Montant (MFCFA)	%
BENIN	6	1 180,83	19,88
BURKINA FASO	9	1 281,72	21,58
CENTRAFRIQUE	1	158,00	2,66
CÔTE D'IVOIRE	1	196,67	3,31
MALI	1	129,38	2,18
NIGER	8	1 303,77	21,95
RWANDA	8	460,92	7,76
SENEGAL	7	751,14	12,65
TOGO	4	476,09	8,02
TOTAL	45	5 938,52	100,00



Le Niger, le Bénin et le Burkina Faso sont les principaux bénéficiaires des interventions en bonification.



4.2.4.4.3. - Prise de participation

Les interventions en prise de participation s'élèvent à 1 380 millions de FCFA au 31 décembre 2008 en faveur de neuf (09) projets dont sept (07) régionaux.

Il s'agit de participations à caractère stratégique ou financier. Le portefeuille actuel se présente comme suit :

Répartition par bénéficiaire

Société	Capital (MFCFA)	Participation	
		Montant (MFCFA)	En % du capital
ASE	153,00	10,00	6,50
Cauris Investissement	5 000,00	225,00	5,00
BRVM	2 904,32	100,00	3,40
DC/BR	1 461,52	50,00	3,40
SCIE	650,00	50,00	7,69
Atlantic Financial Group	20 000,00	500,00	2,50
SP-FAB	500,00	45,00	10,00
Fonds de Garantie Agricole du Rwanda	1 940,29	100,00	4,54
BRIC	250,00	300,00	0,12
TOTAL	32 859,13	1 380,00	

4.2.4.4.4. - Allongement de la durée de crédit

Au 31 décembre 2008, les approbations en allongement de la durée de crédit s'élèvent à 976,8 millions de FCFA et concernent deux projets situés au Niger (AHA Dembou) et au Sénégal (SENELEC).

4.2.4.4.5. - Suivi des projets

Le suivi des projets a occupé une place prépondérante dans les activités du Fonds au cours de l'exercice 2008.

Le Fonds est resté en contact permanent avec les promoteurs et les bailleurs de fonds ayant bénéficié de ses interventions.

Les projets en difficulté ont fait l'objet d'une attention particulière. Il s'agissait de rechercher avec les partenaires concernés des solutions idoines en vue de favoriser un bon dénouement des dossiers.



4.2.5. - Coopération et Communication

Les actions menées ont porté sur le renforcement des relations de coopération avec les Etats membres, l'intensification des démarches en direction de potentiels adhérents (Etats et/ou Institution) et l'amélioration des actions de communication.

4.2.5.1. - Coopération avec les Etats membres

Au plan coopération avec les Etats membres, l'accent a été mis sur la libération du capital appelé.

Les Etats membres ont ainsi pu marquer leur attachement à l'Institution en procédant au règlement partiel ou total des montants échus notamment pour le compte des échéances 2007 et 2008 de la première tranche du capital appelé.

4.2.5.2. - Ouverture du Fonds

Plusieurs Etats africains et Institutions ont fait l'objet de prospection.

Des résultats obtenus, on peut noter l'adhésion effective de la Mauritanie et la manifestation d'intérêt de certains Etats d'Afrique Centrale.



L'Adhésion de la Mauritanie parmi les Etats membres du Fonds

4.2.5.3. - Coopération avec les Institutions Financières et Organismes de Développement

La coopération avec les Institutions Financières et organismes de Développement a été marquée par la diversification des axes de coopération avec les partenaires traditionnels notamment la BADEA, la BAD, l'AFD, le groupe de la BID, le Fonds de l'OPEP, de PROINVEST et le Fonds Koweïtien, la consolidation des relations du Fonds avec les Institutions de garantie en Afrique à travers l'APIGA et l'extension du nombre de



partenaires avec l'approbation par les Instances de deux nouveaux protocoles d'accord de coopération.

4.2.5.4- Renforcement de la politique de communication

La communication interne et externe s'est davantage renforcée au cours de l'exercice.

Au plan interne, la production des documents de communication dont notamment, le bulletin d'informations trimestriel, le rapport annuel d'activités, la note de présentation du Fonds, la présentation en diaporama du Fonds a été effective.

Le nombre de visiteurs du site web est passé de 10 000 à 13 000.

4.2.6. - Activité de la Représentation Régionale en Afrique Centrale

L'ouverture d'une Représentation Régionale en Afrique Centrale (RRAC) basée à Douala en République du Cameroun s'inscrit dans le cadre des activités de décentralisation initiées par le Fonds.

Au cours de l'exercice, la RRAC a pu identifier quelques projets dont quatre (04) ont été approuvés pour un montant global de 4 890 millions FCFA.

Elle a également pris part aux travaux de négociation portant sur la mise en place d'un Fonds de garantie en faveur des PME Camerounaises.

4.2.7. - Situation financière

L'année 2008 comme celle qui l'a précédée a été marquée par un contexte difficile pour les Fonds de garantie et en particulier le FAGACE. La persistance des difficultés sectorielles dans certains pays membres, la quasi saturation du potentiel d'aval et la crise financière internationale ont eu à nouveau des impacts négatifs sur les comptes de l'exercice 2008.

Les résumés des deux (2) derniers états financiers se présentent comme suit :

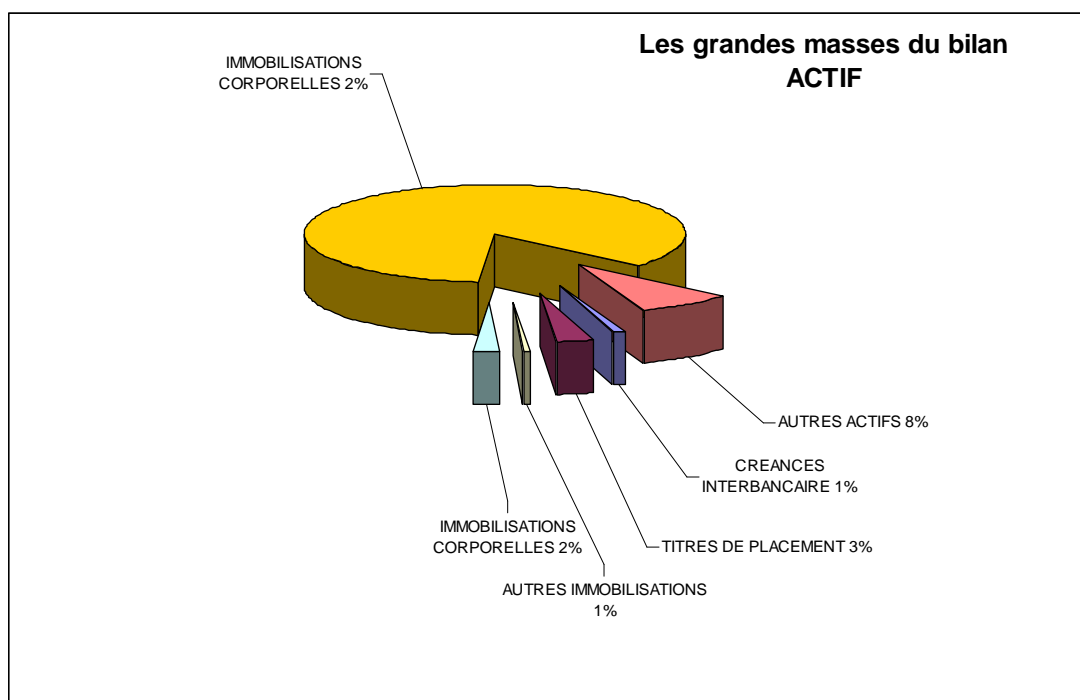


4.2.7.1.- Bilan et Comptes de Résultat

4. 2.7.1.1- Bilan

Le total du bilan en 2008 s'élève à 104 463 773 283 FCFA contre 42 610 890 300 FCFA l'année précédente due principalement à l'augmentation du capital autorisé. Il se décompose comme suit dans ses grandes lignes.

<i>ACTIFS</i>	<i>2007 (PM)</i>	<i>2008</i>
<i>CREANCES INTERBANCAIRE</i>	<i>2 943 489 611</i>	<i>1 132 014 210</i>
<i>TITRES DE PLACEMENT</i>	<i>6 066 633 419</i>	<i>3 268 796 469</i>
<i>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</i>	<i>338 108 379</i>	<i>272 148 426</i>
<i>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</i>	<i>422 992 432</i>	<i>316 755 126</i>
<i>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</i>	<i>2 640 466 806</i>	<i>2 183 254 029</i>
<i>ACTIONNAIRES OU ASSOCIES</i>	<i>21 311 826 000</i>	<i>88 868 666 718</i>
<i>AUTRES ACTIFS</i>	<i>8 469 577 130</i>	<i>8 031 614 365</i>
<i>COMPTE D'ORDRE ET DIVERS</i>	<i>417 796 523</i>	<i>390 523 940</i>
<i>TOTAL</i>	<i>42 610 890 300</i>	<i>104 463 773 283</i>



- *Créances Interbancaires*

Les créances interbancaires concernent les dépôts à terme et les comptes à vue. Elles s'élèvent à 1 132 014 210 FCFA en retrait de 61,54% par rapport à l'exercice 2007.

- *Titres de Placement*



-----EXERCICE 2008-----

Les titres de placement en baisse de 46,12% en 2008 se chiffrent à 3 268 796 469 FCFA contre 6 066 633 419 FCFA en 2007. Cette diminution s'explique par les pertes enregistrées sur les valeurs du fait de la crise financière internationale.

- *Immobilisations financières*

Les immobilisations financières concernent les titres de participation. Elles connaissent une baisse sensible en passant de 338 108 379 FCFA en 2007 à 272 148 426 FCFA en 2008 soit une variation de 19,51% due à l'arrivée à maturité de certains titres.

- *Immobilisations Incorporelles et Corporelles*

Elles sont constituées des valeurs incorporelles (frais d'études) et corporelles, (terrains et constructions etc.). Elles s'élèvent à 2 500 009 155 FCFA en 2008 contre 3 063 459 238 FCFA en 2007 soit une baisse de 18,39 % due aux amortissements.

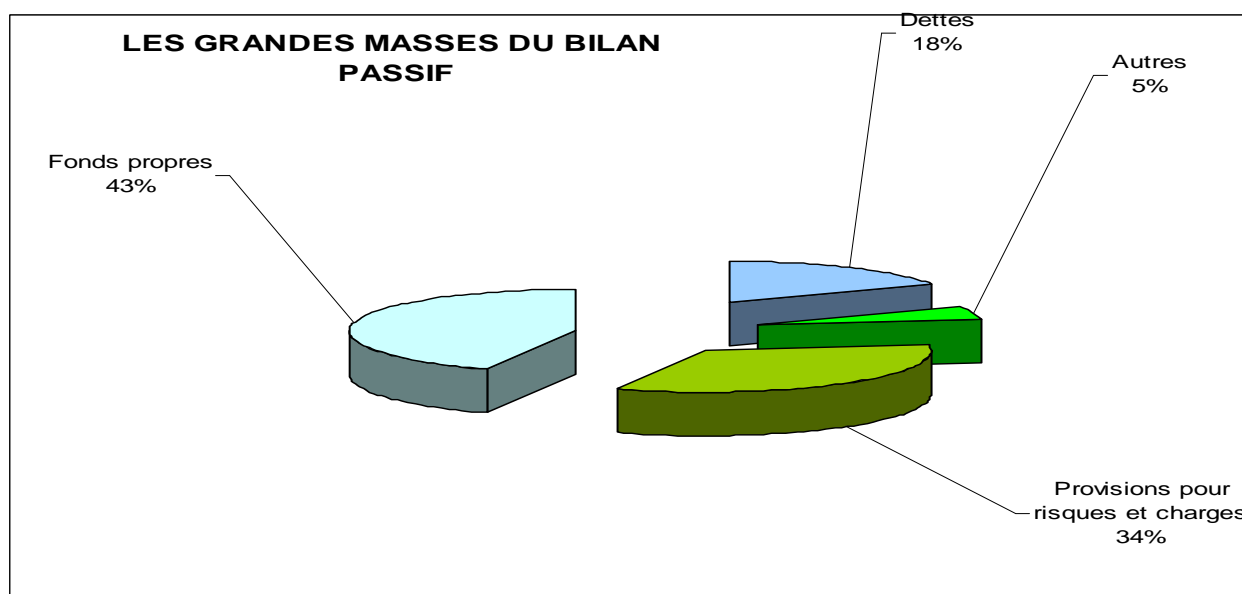
- *Actionnaires et Associés*

En raison de l'augmentation du capital autorisé en Mars 2008 à Douala, le solde est passé de 21 311 826 000 FCFA en 2007 à 88 868 666 718 FCFA en 2008, dont 83 933 169 604 FCFA représente la partie du capital non encore appelé.

- *Autres Actifs*

Ce poste est constitué des avances à terme fixe consenties à certains opérateurs et des débiteurs divers. Il se chiffre à 8 031 614 365 FCFA en 2008 contre 8 469 577 130 FCFA en 2007.

	<u>2007 (PM)</u>	<u>2008</u>
<i>PASSIF</i>		
<i>Dettes interbancaires</i>	4 695 644 685	3 366 669 340
<i>Dettes à l'égard de la clientèle</i>	6 000 000 000	4 500 000 000
<i>Autres passifs</i>	259 061 561	801 703 866
<i>Comptes d'ordre et divers</i>	894 887 637	1 273 503 052
<i>Provisions pour risques et charges</i>	4 282 208 919	14 850 325 168
<i>Capital</i>	30 000 000 000	100 000 000 000
<i>Primes liées au capital</i>		100 000 000
<i>Réserves</i>	2 063 462 066	2 063 462 066
<i>Ecart de réévaluation</i>	2 344 555 864	2 344 555 864
<i>Report à nouveau</i>		- 7 928 930 432
<i>Résultat</i>	-7 928 930 432	-16 907 515 641
<i>Total</i>	42 610 890 300	104 463 773 283



- ***Dettes Interbancaires***

Elles concernent les comptes courants débiteurs notamment les concours bancaires courants et se chiffrent à 3 366 669 340 FCFA en 2008 contre 4 695 644 685 FCFA en 2007.

- ***Dettes à l'égard de la clientèle***

Les dettes à l'égard de la clientèle sont en baisse de 25% en 2008 en raison des remboursements partiels effectués. Elles concernent les dépôts des tiers dans le cadre des opérations d'intermédiation et s'élèvent 4 500 000 000 FCFA en 2008 contre 6 000 000 000 FCFA en 2007.

- ***Autres Passifs***

Les autres passifs se chiffrent à 801 703 866 FCFA en 2008 contre 259 061 561 FCFA en 2007. Ils concernent les montants dus à différents tiers notamment les prestataires de services et les caisses de sécurité sociale.

- ***Comptes d'ordre et divers passifs***

Les comptes d'ordre et divers passif sont constitués des bonifications et autres honoraires. Ils progressent de 894 887 637 FCFA en 2007 à 1 273 503 052 FCFA en 2008 en raison de l'accumulation des charges de bonification et des intérêts à payer sur les activités d'intermédiation.

- ***Provisions pour risques et charges***



-----EXERCICE 2008-----

Elles concernent les provisions pour risques, les honoraires d'avocats et les provisions pour primes de départ. Elles augmentent de 4 282 208 919 FCFA en 2007 à 14 850 325 168 FCFA en 2008 en raison des sinistres et de l'effectif du personnel.

- *Capitaux propres*

Les capitaux propres sont constitués du capital, des réserves, du report à nouveau et du résultat de l'exercice.

Le capital a été porté à 100 milliards de FCFA en 2008 contre 30 milliards de FCFA en 2007. La situation nette du FAGACE est devenue négative avec la perte enregistrée qui s'élève à 16 907 515 641 FCFA en 2008.

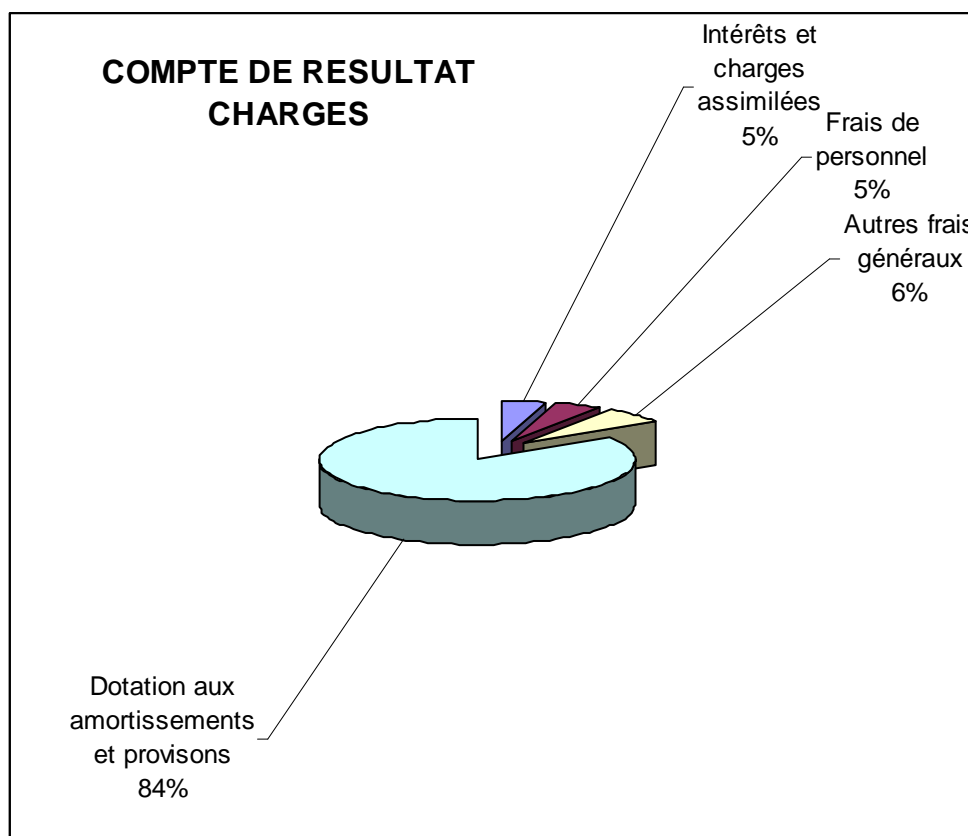
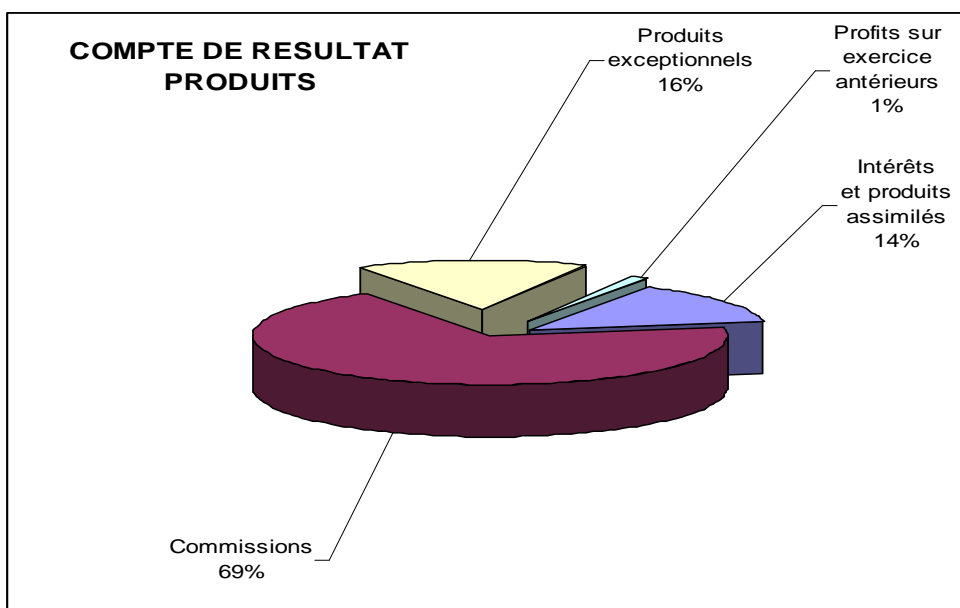
- *Engagements hors bilan*

Les engagements donnés s'élèvent à 82 444 790 000 FCFA et concernent les projets dans les Etats membres.

4.2.7.1.2 -Compte de Résultat

L'exercice 2008 a été marqué par une baisse des produits d'exploitation. Ils s'élèvent à 2 697 581 713 FCFA en 2008 contre 3 091 622 726 FCFA en 2007 soit une baisse de 12,74 %.

<u>Produits</u>	<u>2007 (PM)</u>	<u>2008</u>
Intérêts et produits assimilés	504 007 811	385 753 376
Commissions	2 118 220 660	1 842 726 277
Produits généraux d'exploitation		
Excédents des reprises sur dotation		
Produits exceptionnels	466 226 611	436 405 323
Profits sur exercices antérieurs	3 167 644	32 696 737
Total des produits	3 091 622 726	2 697 581 713
<u>Charges</u>	<u>2007 (PM)</u>	<u>2008</u>
Intérêts et charges assimilés	890 036 940	880 904 976
Frais de personnel	809 366 493	978 986 796
Autres frais généraux	1 414 415 128	1 204 457 430
Dotations aux amort. et provisions	7 894 346 484	16 405 261 609
Charges exceptionnelles		
Pertes sur exercice antérieur	12 388 113	135 486 543
Total des charges	11 020 553 158	19 605 097 354
Résultat de l'exercice	-7 928 930 432	-16 907 515 641



Le compte de résultat 2008 appelle les commentaires suivants :

- Produits

Les produits de service issus des activités de garantie s'élèvent à 1 842 726 277 FCFA en 2008. Ces revenus opérationnels ont baissé de 13% et contribuent pour 79,39% à



-----EXERCICE 2008-----

la formation des revenus de l'Institution. Les produits de placement s'élèvent à 385 753 376 FCFA en 2008 contre 504 007 811 FCFA en 2007.

- Charges

Le compte intérêts et charges assimilés concerne les frais financiers liés aux bonifications et aux activités d'intermédiation. Ils sont restés constants sur les années sous revue.

Les frais de personnel augmentent d'environ 21% en 2008.

Les frais généraux s'élèvent à 1 204 457 430 FCFA en 2008 contre 1 414 415 128 FCFA en 2007, soit une diminution de 14,84% liée à la baisse des activités opérationnelles.

Les amortissements et provisions enregistrent une forte augmentation et s'établissent à 16 405 261 609 FCFA en 2008 contre 7 894 346 484 FCFA en 2007 en raison de la forte progression des sinistres enregistrés.

Le résultat de l'exercice 2008 est déficitaire de -16 907 515 641 FCFA contre -7 928 930 432 FCFA en 2007 et se justifie par le niveau élevé des provisions constituées au cours de l'exercice. La décision de la Direction Générale de procéder à une constitution de provision à un niveau aussi important se justifie par deux considérations :

- Assainir le portefeuille, au regard d'une part des difficultés économiques que rencontrent certains secteurs stratégiques des pays membres et d'autre part de la ferme volonté des Etats membres de relever le niveau du capital à un niveau suffisamment important pour permettre au Fonds de renforcer son potentiel ;
- Donner un signal de transparence à l'endroit des partenaires et une volonté de remise à niveau afin d'être en phase avec les pratiques universelles admises et ce, en dépit de l'inexistence de règles spécifiques applicables aux Fonds de garantie.

4.2.7.2.- Exécution du budget

- Opérations en capital

Arrêté en recettes et en dépenses de la somme de 5 720 543 643 FCFA, le budget a été exécuté à hauteur de 47,92% pour les recettes, soit 2 741 554 666 FCFA et à hauteur de 50,89% pour les dépenses, soit 2 911 371 089 FCFA. Le solde dégagé s'élève à - 169 816 423 FCFA.

- Fonctionnement



-----EXERCICE 2008-----

Arrêté en recettes et en dépenses de la somme de 3 071 000 000 FCFA, le budget a été exécuté à hauteur de 74,18% pour les recettes, soit 2 278 146 324 FCFA et à hauteur de 64,46% pour les dépenses, soit 1 979 750 940 FCFA. Le solde dégagé s'élève à 298 395 384. FCFA.

4.2.7.3 - Vérifications interne et externe

4.2.7.3.1 - Audit Interne, Post Evaluation et Contrôle de gestion

L'audit interne et le contrôle de gestion ont concerné l'ensemble des activités, conformément aux dispositions des textes de base et aux normes généralement admises, notamment le respect des politiques d'actions, procédures, lois et règlements mis en vigueur par les textes de l'Institution.

- *Audit Interne et Contrôle de Gestion*

Durant cet exercice, les activités de l'Audit Interne et Post Evaluation ont porté sur plusieurs axes au nombre desquelles l'actualisation du manuel des procédures, la revue des fiches de poste.

Le contrôle de gestion a porté essentiellement quant à lui sur la vérification des opérations effectuées au cours de l'exercice.

La réalisation de ces activités a permis d'une part, de participer au bon fonctionnement de l'Institution, et d'autre part, de faire des recommandations constructives pour l'avenir.

4.2.7.3.2 - Commissaire aux comptes

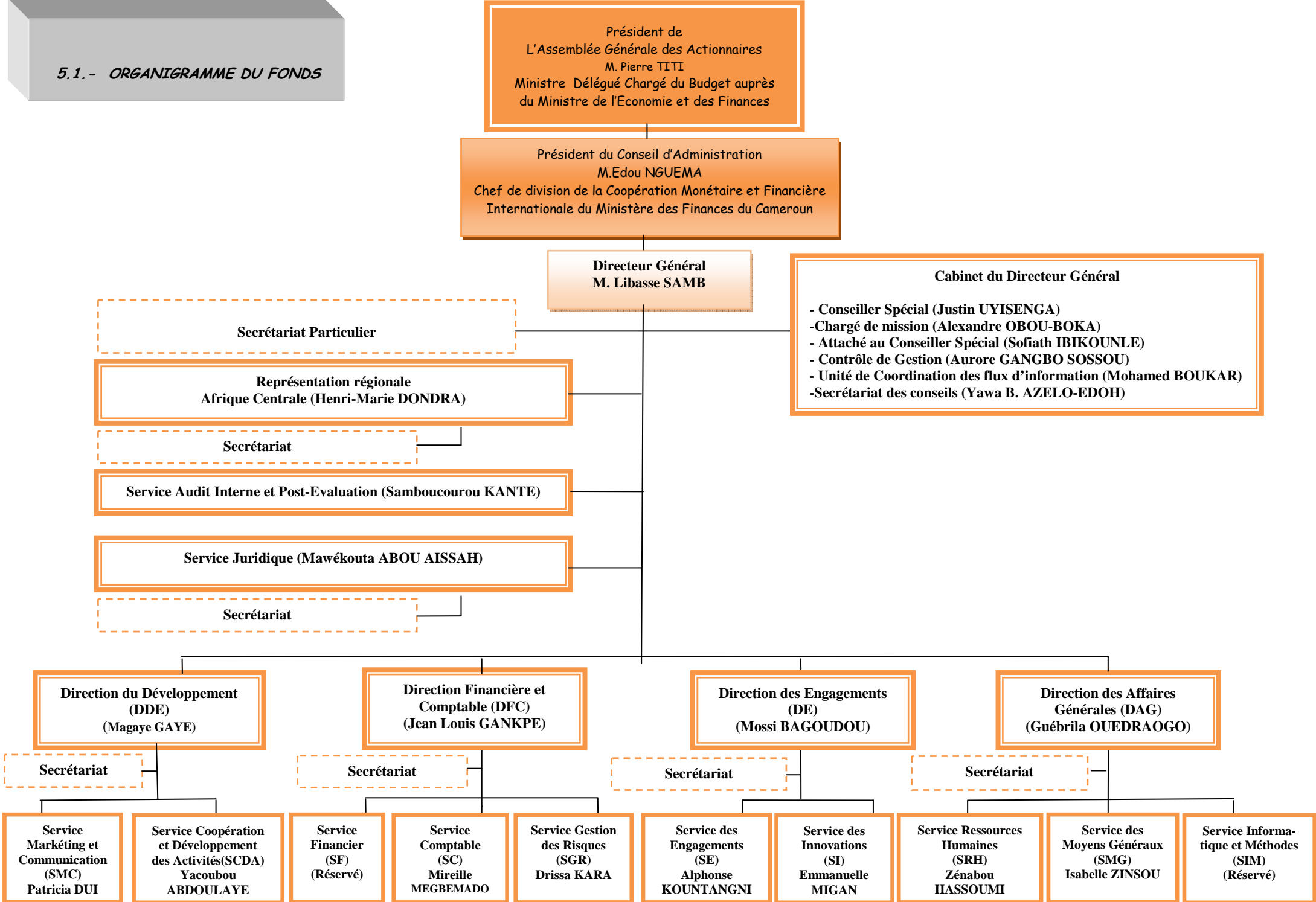
Le Cabinet CKA Audit & Conseil de la République Togolaise, Commissaire aux comptes a vérifié les comptes et le système de contrôle interne. A l'issue de sa mission, il a certifié, sous réserve de l'obtention des réponses à ses demandes de confirmation de soldes adressées aux promoteurs de projets, sincères les états financiers. Il a également formulé des recommandations en vue de l'amélioration du système de contrôle interne pour mieux garantir la sécurité du patrimoine du Fonds.



V.- Annexes

5.1.- Organigramme du Fonds

5.1. - ORGANIGRAMME DU FOND



Président de
L'Assemblée Générale des Actionnaires
M. Pierre TITI
Ministre Délégué Chargé du Budget auprès
du Ministre de l'Economie et des Finances

Président du Conseil d'Administration
M. Edou NGUEMA
Chef de division de la Coopération Monétaire et Financière
Internationale du Ministère des Finances du Cameroun

Directeur Général
M. Libasse SAMB

Cabinet du Directeur Général

- Conseiller Spécial (Justin UYISENGA)
- Chargé de mission (Alexandre OBOU-BOKA)
- Attaché au Conseiller Spécial (Sofiath IBIKOUNLE)
- Contrôle de Gestion (Aurore GANGBO SOSSOU)
- Unité de Coordination des flux d'information (Mohamed BOUKAR)
- Secrétariat des conseils (Yawa B. AZELO-EDOH)

Secrétariat Particulier

Représentation régionale
Afrique Centrale (Henri-Marie DONDRA)

Secrétariat

Service Audit Interne et Post-Evaluation (Samboucourou KANTE)

Service Juridique (Mawékouta ABOU AISSAH)

Secrétariat

Direction du Développement (DDE)
(Magaye GAYE)

Direction Financière et Comptable (DFC)
(Jean Louis GANKPE)

Direction des Engagements (DE)
(Mossi BAGOUDOU)

Direction des Affaires Générales (DAG)
(Guébrila OUEDRAOGO)

Secrétariat

Service Marketing et Communication (SMC)
Patricia DUI

Service Coopération et Développement des Activités (SCDA)
Yacoubou ABDOULAYE

Secrétariat

Service Financier (SF)
(Réservé)

Service Comptable (SC)
Mireille MEGBEMADO

Service Gestion des Risques (SGR)
Drissa KARA

Secrétariat

Service des Engagements (SE)
Alphonse KOUNTANGNI

Service des Innovations (SI)
Emmanuelle MIGAN

Secrétariat

Service Ressources Humaines (SRH)
Zénabou HASSOUMI

Service des Moyens Généraux (SMG)
Isabelle ZINSOU

Service Informatique et Méthodes (SIM)
(Réservé)

5.2. - Bilan des interventions

APPROBATIONS 2008

N°	PAYS	PROJET	Date approbation	Secteur	Prêteur	Type de concours	Prêt (MFCFA)	% garanti	Garantie (MFCFA)	Taux Cion Flat appliqué	Montant Cions Flat	Organe de décision
1	CAMEROUN	Extension de l'hôtel SNBH	15/03/2008	Hôtellerie et Tourisme	BICEC	CI	500	80,00	400	1,50%	9,60	CA
2	CAMEROUN	Extension d'une nouvelle ligne de production par SEMME MINERAL WATER	15/03/2008	Industrie	BICEC	CI	500	80,00	400	1,50%	6,00	CA
3	CAMEROUN	Accroissement de la capacité de production de PETROLEX SA	15/03/2008	Service	SGBC	CI	180	50,00	90	1,50%	1,62	CA
4	SENEGAL	Projet de construction d'un immeuble R+4 d'habitation et de bureaux	11/09/2008	Construction	SHELTER AFRIQUE	CI	500	80,00	400	1,50%	6,00	CIG
5	UEMOA	Emprunt obligataire SHELTER AFRIQUE 6% 2008-2014	11/09/2008	Financier	SHELTER AFRIQUE	EO	8 000	25%	2 000	0,50%	10,00	CIG
6	CAMEROUN	Projet de rachat des actions détenues par le Groupe Barry CALLEBAULT dans le capital de CHOCOCAM	26/05/2008	Industrie	AFRILAND FIRST BANK	Crédit rachat	5 000	80%	4 000	1,50%	60,00	Consultation à domicile des Administrateurs
7	CAMEROUN	Projet de réhabilitation et d'extension de la compagnie industrielle pharmaceutique	26/11/2008	Industrie pharmaceutique	BDEAC	CI	2 000	80%	1 600	1,50%	24,00	CA
TOTAL							16 680	53%	8 890		117,22	

N.B.: Le projet de rachat des actions détenues par le Groupe Barry CALLEBAULT dans le capital de CHOCOCAM au Cameroun, approuvé le 26/05/2008, à l'issue d'une Consultation à domicile des Administrateurs, a été annulé par le dernier Conseil d'Administration du 26/11/2008.

5.3.- Bilan et comptes de résultat

BILAN AU

(en FCFA)

A C T I F	MONTANTS NETS	
	Exercice 2007 (PM)	Exercice 2008
CREANCES INTERBANCAIRES		
A vue		
* Banques Centrales	155 218 039	314 001 021
* Trésor Public, CCP		
* Autres établissements de crédits	2 431 221 324	483 983 783
A terme	357 050 248	334 029 406
CREANCES SUR LA CLIENTELE		
Portefeuille d'effets commerciaux		
* Crédits de campagne		
* Crédits ordinaires		
Autres concours à la clientèle		
* Crédits de campagne		
* Crédits ordinaires		
Comptes ordinaires débiteurs		
Affacturage		
TITRES DE PLACEMENT	6 066 633 419	3 268 796 469
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	338 108 379	272 148 426
CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	422 992 432	316 755 126
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 640 466 806	2 183 254 029
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	21 311 826 000	88 868 666 718
Capital appelé	4 935 497 114	
Capital sujet à appel	83 933 169 604	
AUTRES ACTIFS	8 469 577 130	8 031 614 365
COMPTES D'ORDRE ET DE DIVERS	417 796 523	390 523 940
TOTAL DE L'ACTIF	42 610 890 300	104 463 773 283



31 DECEMBRE 2008

(en FCFA)

P A S S I F	MONTANTS NETS	
	Exercice 2007 (PM)	Exercice 2008
DETTES INTERBANCAIRES		
A vue		
* Trésor public, CCP		
* Autres établissements de crédits	4 695 644 685	3 366 669 340
A terme		
DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE		
Comptes d'épargne à vue		
Comptes d'épargne à terme		
Bons de caisse		
Autres dettes à vue		
Autres dettes à terme	6 000 000 000	4 500 000 000
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE		
AUTRES PASSIFS	259 061 561	801 703 866
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	894 887 637	1 273 503 052
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4 282 208 919	14 850 325 168
PROVISIONS REGLEMENTÉES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX		
CAPITAL	30 000 000 000	100 000 000 000
Capital Libéré	11 131 333 282	
Capital appelé	4 935 497 114	
Capital sujet à appel	83 933 169 604	
PRIMES LIÉES AU CAPITAL		100 000 000
RESERVES	2 063 462 066	2 063 462 066
ECARTS DE REEVALUATION	2 344 555 864	2 344 555 864
REPORT A NOUVEAU		-7 928 930 432
RESULTAT DE L'EXERCICE	-7 928 930 432	-16 907 515 641
TOTAL DU PASSIF	42 610 890 300	104 463 773 283



-----EXERCICE 2008-----

COMPTE DE RESULTAT	(en FCFA)	
	MONTANTS	
	Exercice 2007 (PM)	Exercice 2008
PRODUITS		
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES		
Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	504 007 811	385 753 376
Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle		
Autres intérêts et produits assimilés		
PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
COMMISSIONS	2 118 220 660	1 842 726 277
PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES		
Produits sur titres de placement		
Dividendes et produits assimilés		
Produits sur opérations de change		
Produits sur opérations de hors bilan		
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE		
MARGES COMMERCIALES		
VENTES DE MARCHANDISES		
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES		
PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION		
REPRISE D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN		
EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	466 226 611	436 405 323
PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	3 167 644	32 696 737
RESULTAT DE L'EXERCICE		
TOTAL	3 091 622 726	2 697 581 713



-----EXERCICE 2008-----

COMPTE DE RESULTAT	(en FCFA)	
	MONTANTS	
	Exercice 2007 (PM)	Exercice 2008
CHARGES		
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES		
Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires		
Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle		
Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et charges assimilées	890 036 940	880 904 976
CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
COMMISSIONS		
CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES		
Charges sur titres de placement		
Charges sur opérations de change		
Charges sur opérations de hors bilan		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
ACHATS DE MARCHANDISES		
STOCKS VENDUS		
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES		
FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION		
Frais de personnel	809 366 493	978 986 796
Autres frais généraux	1 414 415 128	1 204 457 430
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	7 894 346 484	16 405 261 609
SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN		
EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	12 388 113	135 486 543
IMPOT SUR LE BENEFICE		
RESULTAT DE L'EXERCICE	-7 928 930 432	-16 907 515 641
TOTAL	3 091 622 726	2 697 581 713



ENGAGEMENTS HORS BILAN	MONTANTS NETS (en FCFA)	
	Exercice 2007(PM)	Exercice 2008
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	94 065 980 000	82 444 790 000
D'ordre d'établissements de crédit		
Aval Prêt A.F.D. à C.E.B.	1 421 730 000	1 137 590 000
Aval Prêt BOAD à IBCG	1 087 300 000	1 087 300 000
Aval Prêt PROPARGO à SHB	579 940 000	392 090 000
Aval Prêt ECOBANK BF à JOSSIRA 1	559 940 000	416 040 000
Aval Prêt BACB à JOSSIRA 2	728 140 000	728 140 000
Aval Prêt SHELTER AFRIQUE à SOPRIM	120 000 000	120 000 000
Aval Prêt BOAD à TROPICO/ELEA	127 200 000	0
Aval Prêt CGF BOURSE à ICS	4 763 850 000	0
Aval Prêt Emprunt à PETRO IVOIRE	50 000 000	0
Aval Prêt CBAO à SUDINVEST	400 000 000	110 200 000
Aval Prêt BOAD à NIGELEC	1 265 510 000	1 099 340 000
Aval Prêt CGF BOURSE à SHELTER AFRIQUE	875 000 000	700 000 000
Aval Prêt BOAD à TOGO TELECOM	993 900 000	709 930 000
Aval Prêt ECOBANK BENIN à ENERDAS	134 890 000	35 000 000
Aval Prêt BID à TELECEL BENIN	1 250 000 000	625 000 000
Aval Prêt BOAD à ONATEL	1 118 240 000	838 680 000
Aval prêt BOAD à PETROCI	277 680 000	0
Aval Prêt BIBE à FSG	209 970 000	209 970 000
Aval Prêt ECOBANK BENIN à FSG	160 000 000	160 000 000
Aval Prêt FINANCIAL BQ. à NASSIROU KABIR	118 620 000	129 710 000
Aval Prêt SGI ATLANTIQUE BOURSE à BACI/COBACI	3 500 000 000	0
Aval Prêt CBAO à @LINK	99 040 000	99 040 000
Aval Prêt BST à ICOTAF	466 290 000	466 290 000
Aval Prêt BOAD à SENELEC	3 216 680 000	2 917 230 000
Aval Prêt Emprunt CEB	3 000 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt BOAD à CEB /NEPA	1 486 530 000	1 664 350 000
Aval Prêt Emprunt GTA-C2A	2 400 000 000	800 000 000
Aval Prêt BOAD à RNET	1 659 690 000	1 721 120 000
Aval Prêt BOAD à OPT	881 750 000	1 902 460 000
Aval Prêt Emprunt CI TELECOM	1 666 670 000	0
Aval Prêt Emprunt SMB	800 000 000	200 000 000
Aval Prêt BOAD/CREDIT LYONNAIS à PCCI	1 340 790 000	1 459 590 000
Aval Prêt BOAD/CBAO à SATREC	1 799 940 000	1 150 790 000
Aval Prêt THOCOMAR	131 560 000	38 880 000
Aval Prêt CBAO à SONES	1 414 080 000	1 116 810 000
Aval Prêt ECOBANK à EROH	185 850 000	185 850 000
Aval Prêt BOAD à SBEE	331 810 000	269 310 000
Aval Prêt Emprunt TELECEL FASO	2 000 000 000	1 500 000 000
Aval Prêt BSIC à SOFITEX	670 320 000	182 830 000
Aval Prêt BACI à CAFACI	857 730 000	400 000 000
Aval Prêt BACI à CIN	272 520 000	335 080 000
Aval Prêt BOAD à SOTELMA	921 980 000	833 810 000
Aval Prêt BOAD à SONITEL	1 960 830 000	2 424 200 000
Aval Prêt ECOBANK NIGER à CELTER NIGER	843 750 000	93 750 000
Aval Prêt FPE à SENBUS	250 000 000	0



-----EXERCICE 2008-----

ENGAGEMENTS HORS BILAN (Suite et fin)	(en FCFA)	
	MONTANTS NETS	
	Exercice 2007(PM)	Exercice 2008
Aval Prêt SGBS à SUNUAIR	165 000 000	0
Aval Prêt Emprunt PORT AUTONOME DAKAR	727 290 000	272 730 000
Aval Prêt CBAO à AFRICAMER	420 000 000	0
Aval Prêt BID à ATLANTIQUE TELECOM	3 279 780 000	2 341 930 000
Aval Prêt Emprunt CEB	3 000 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt SGBBE/BSIC-B à CCEC	31 000 000	17 840 000
Aval Prêt Emprunt SIFCA	3 000 000 000	1 875 000 000
Aval Prêt ECOBANK CI à SALMEX INT SA	505 310 000	505 310 000
Aval Prêt ECOBANK/BOA à AIT	1 247 370 000	513 340 000
Aval Prêt Pool Bancaire à AIT		3 000 000 000
Aval Prêt BOA /COFIPA à CAFCACI	3 000 000 000	577 920 000
Aval Prêt Banque Locale à ICAR AGRO NEGOCE	328 310 000	328 320 000
Aval Prêt BACI-ECOBANK à AGRIMEX	47 720 000	47 720 000
Aval Prêt BFA-ECOBANK CI à SIDEPA	3 000 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt ECOBANK Niger à CNUT	57 920 000	0
Aval Prêt BSIC/FPE à SESNCDS	750 760 000	770 500 000
Aval Prêt BTCI à SONIPA	2 100 000 000	2 100 000 000
Aval Prêt Emprunt SENELEC	1 875 000 000	937 500 000
Aval Prêt SGBBE/BOAD à MEDIA CONTACT	643 660 000	650 110 000
Aval Prêt Emprunt 4C	1 824 000 000	1 824 000 000
Aval Prêt BFA à Permis de conduire INTERFLEX	233 330 000	390 090 000
Aval Prêt OMNIFINANCE à CFOA	1 256 580 000	1 037 870 000
Aval Prêt BIS à KNDY	28 560 000	41 240 000
Aval Prêt SGBS à CORFITEX	705 640 000	491 610 000
Aval Prêt FORTIS BANQUE à PONT METALLIQUE	351 410 000	861 470 000
Aval Prrêt Emprunt ONATEL	4 376 920 000	3 487 370 000
Aval Prêt ECOBANK Sénégal. à SENETEL	50 000 000	41 430 000
Aval Prêt BTCI à AIT	0	1 000 000 000
Aval Prêt VERSUS BANK/BFA/BNI à CONDICAF	1 033 050 000	2 027 050 000
Aval Prêt Emprunt MATFORCE	560 000 000	320 000 000
Aval Prêt COBACI à SYNERGIS	100 000 000	0
Aval Prêt BFA à SYNERGIS	100 000 000	0
Aval Prêt BST à DAKAR THON	256 660 000	186 670 000
Aval Prêt BOAD/BICIAB/BIB/BCB à GARE ROUTIERE DE MARCHANDISES	439 270 000	1 409 070 000
Aval Prêt Emprunt SEMA	2 068 500 000	2 068 500 000
Aval Prêt BIA à HOTEL TENERE	424 800 000	226 380 000
Aval Prêt CBCA/BICA/BPMC à UNITEC BENIN	118 480 000	131 810 000
Aval Prêt BRIC à SN GMB	2 612 420 000	0
Aval Prêt ECOBANK à ISOCEL	126 640 000	120 000 000
Aval Prêt BDEAC/CBCA à TELECEL CENTRAFRIQUE	1 112 080 000	1 112 080 000
Aval Prêt BACI/Pool Bancaire à CAFCACI	3 708 800 000	2 481 590 000
Aval Prêt BACI OMNIFINANCE à INTERFLEX		1 065 000 000
Aval Prêt ECOBANK à COPALCI		560 000 000
Aval Prêt BSIC/BOA à CEMA		307 870 000
Aval Prêt BANQUES à TROPICA (DAFANI)		635 360 000
Aval Prêt Emprunt CORFITEX		1 824 000 000
Aval Prêt Emprunt NESKO		440 000 000
Aval Prêt Emprunt SIR 2		3 762 120 000



-----EXERCICE 2008-----

Aval Prêt Emprunt SOFITEX		1 396 050 000
Aval Prêt Emprunt SAFCA		632 650 000
Aval Prêt BOAD à SCG		1 364 910 000

5.4.- Lettre de certification du Commissaire aux comptes



FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET DE COOPERATION ECONOMIQUE (FAGACE)

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2008

Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs du FAGACE,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision N° 04/01/CG/FAGACE/08/COTONOU du 27 novembre 2008, de la 1^{ère} session du Conseil des Gouverneurs du FAGACE, nous vous présentons notre rapport sur :

- l'audit des comptes annuels du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique tels qu'ils sont joints au présent rapport, ainsi que le contrôle de la conformité de la comptabilité aux lois et règlements en vigueur,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi,

relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Les comptes ont été préparés par la Direction Générale. Notre responsabilité est, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels. Ces comptes font apparaître au bilan une situation nette négative de FCFA 4 261 597 747 y compris le résultat net déficitaire de l'exercice qui s'élève à FCFA 16 907 515 641.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner sur la base de sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes. Il consiste également à évaluer les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que l'audit auquel nous avons procédé fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion. A l'issue de nos travaux, nous vous faisons part de la situation décrite ci-après :

A la date d'émission de notre rapport, nous n'avions pas obtenu les réponses à nos demandes d'informations et de confirmation de soldes adressées à trente trois (33) tiers (promoteurs de projets et divers prestataires).



Nous ne sommes pas en mesure d'évaluer l'impact sur les comptes du FAGACE des régularisations qui pourraient découler de l'exploitation des réponses à nos demandes de confirmation de soldes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Sous réserve de l'effet de la situation exposée ci-dessus, nous certifions que les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2008 sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FAGACE à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les situations décrites ci-après :

1. Comme décrit au point 4 des notes complémentaires du Commissaire aux Comptes, des clients présentent des risques potentiels de recouvrement de créances ou d'appel de garantie pour respectivement FCFA 4 587 741 960 et FCFA 8 351 078 470 au 31 décembre 2008.
2. Comme indiqué au point 5 des notes complémentaires du Commissaire aux Comptes, au 31 décembre 2008, les ressources propres non grevées du FAGACE sont réduites à un niveau inférieur au 1/10 du total des avals accordés par le FAGACE. Conformément aux dispositions de l'article 9 du Règlement Financier du FAGACE relatif à sa solvabilité, le Conseil d'Administration du FAGACE doit examiner les mesures à prendre pour redresser la situation.

II. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons procédé, conformément aux usages de la profession, à la vérification de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité 2008/FAGACE/10 de la Direction Générale. Nous n'avons pas d'observations à formuler.

Fait à Cotonou, le 17 décembre 2009

Le Commissaire aux Comptes
CKA Audit & Conseil

CKA AUDIT & CONSEIL
2564, Avenue de la Chance
Immeuble SAZOP 2^e étage
01 B.P : 50 Lomé 01 TOGO
Tél : (228) 225 67 74 / 75
Fax : (228) 225 62 26

Constant Kobiédéma AWESSO
Expert-Comptable Diplômé
Associé-Gérant

